

Brochure n° 3100

Convention collective nationale  
IDCC : 43. – **ENTREPRISES DE COMMISSION, DE COURTAGE  
ET DE COMMERCE INTRACOMMUNAUTAIRE  
ET D'IMPORTATION-EXPORTATION DE FRANCE MÉTROPOLITAINE  
(CCNIE)**

ACCORD DU 22 JANVIER 2019  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR 2019

NOR : ASET1950410M  
IDCC : 43

Entre :  
FICIME ;  
CGI ;  
UFCC ;  
SNCI ;  
OSCI,

D'une part, et  
FNECS CFE-CGC ;  
CSFV CFTC ;  
FS CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Preamble*

Les partenaires sociaux conviennent d'une augmentation uniforme sur l'ensemble de la grille à hauteur de 2 % par rapport à la grille des minima conventionnels du 24 janvier 2018.

**Article 2**

*Clause de revoyure*

Des nouvelles négociations salaires seront engagées lorsque le niveau E1 sera inférieur au Smic.

**Article 3**

*Extension*

Le présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail.

Il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue du dépôt et de l'extension du présent accord conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Compte tenu de la thématique du présent accord, qui a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises quelle que soit leur taille, les partenaires sociaux conviennent, conformément à l'article L. 2261-23-1 du code du travail, qu'il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

Il est également rappelé que conformément à l'article L. 2253-1 du code du travail, la convention de branche définit les conditions d'emploi et de travail des salariés. Elle peut en particulier définir les garanties qui leur sont applicables en matière de salaires minimums hiérarchiques et classifications.

Il est précisé que les stipulations de la convention de branche ou de l'accord couvrant un champ territorial ou professionnel plus large prévalent sur la convention d'entreprise conclue antérieurement ou postérieurement à la date de leur entrée en vigueur, sauf lorsque la convention d'entreprise assure des garanties au moins équivalentes.

Cette équivalence des garanties s'apprécie par ensemble de garanties se rapportant à la même matière.

Fait à Paris, le 22 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

GRILLE DES MINIMA CONVENTIONNELS MENSUELS POUR 151,67 HEURES  
DANS LA CCNIE N° 3100 (IDCC 43) APPLICABLES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2019

*(En euros.)*

COEFFICIENT	MINIMUM MENSUEL au 1 <sup>er</sup> janvier 2019
<b>Employés</b>	
E1	1 583
E2	1 588
E3	1 594
E4	1 603
E5	1 609
E6	1 644
E7	1 721
E8	1 780
<b>Agents de maîtrise</b>	
M9	1 814
M10	1 991
M11	2 213
M12	2 365
<b>Cadres</b>	
C13	2 299
C14	2 505
C15	2 704
C16	3 088
C17	3 463
C18	4 203
C19	4 596
C20	4 979

### **Minima conventionnels pour les salariés cadres au forfait jours pour un forfait de 214 jours**

Le personnel concerné doit bénéficier d'une rémunération forfaitaire annuelle au moins égale à 120 % du minimum conventionnel annualisé de son coefficient sur la base d'un forfait annuel de 214 jours travaillés.

Le personnel concerné doit donc bénéficier d'une rémunération annuelle minimum correspondant :

- au minimum conventionnel mensuel de sa catégorie multiplié par 12 ;
- et majoré de 20 %.